

**Arrêté préfectoral complémentaire autorisant le changement d'exploitant d'une  
carrière à ciel ouvert de granite située au lieu-dit "Le Roubi"  
sur le territoire de la commune de Burlats (81100)**

**Le préfet du Tarn**

- Vu** le code de l'environnement et notamment son livre I<sup>er</sup> et son livre V – titre 1er, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO en qualité de sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 autorisant la SARL RICARD GRANITS représentée par Monsieur Tristan RICARD, à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite, au lieu-dit "Le Roubi" sur les parcelles cadastrées section BK n° 11p et 12p sur le territoire de la commune de Burlats (81100) ;
- Vu** la demande de changement d'exploitant concernant la carrière précitée présentée le 05 août 2025 par la Société Carrières PETITJEAN ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées du 14 octobre 2025 ;
- Vu** le courriel adressé le 15 octobre 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** le courriel en réponse du 22 octobre 2025 sans observations de l'exploitant ;

**Considérant** que les garanties financières de la carrière située au lieu-dit "Le Roubi" sur le territoire de la commune de Burlats (81100) sont constituées par l'acte de promesse de cautionnement émis le 1<sup>er</sup> octobre 2025 par la Banque CIC EST ;

**Considérant** que le nouvel exploitant devra respecter les conditions d'aménagement et d'exploitation de la carrière telles qu'elles sont définies dans l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 précité ;

***Sur proposition du sous-préfet de Castres ;***

## Arrête

### **Article 1<sup>er</sup> : Modifications apportées aux actes antérieurs**

L'autorisation d'exploiter du 18 novembre 2015, au bénéfice de la SARL RICARD GRANITS, est transférée au nom de la Société Les Carrières Tarnaises, filiale de la Société Carrières PETITJEAN, dont le siège social est situé 14, Chemin des Écorces à La Bresse (88250).

L'autorisation d'exploiter est valable jusqu'au 17 novembre 2045 sur les parcelles cadastrées section BK n° 11p et 12p, représentant une surface de 19 ha 19 ares, sur le territoire de la commune de Burlats (81100).

### **Article 2 : Droits et obligations**

La Société Les Carrières Tarnaises, filiale de la Société Carrières PETITJEAN, se substitue à la SARL RICARD GRANITS dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation datée du 18 novembre 2015 susvisée.

L'activité de la carrière est subordonnée à l'existence des garanties financières telles que définies à l'article GF-1 « *Garanties financières* » de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015 susvisé.

L'acte de cautionnement actualisé sera transmis dans le mois suivant la réception du présent arrêté.

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 4 : Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Burlats en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Burlats dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pour une durée identique.

Il est affiché en permanence de façon visible dans la carrière par les soins de l'exploitant.

### **Article 5 : Exécution**

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées, et le maire de Burlats sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à la Société Carrières PETITJEAN.

Fait à Albi, le 26 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres



Laurent GANDRA-MORENO